



PARCOURS FRANCE
magazine avril 2016

DOSSIER DU MOIS

Les territoires À LA CONQUÊTE de l'international !

ZOOM SUR

**LA NOUVELLE DYNAMIQUE
NORMANDE**





Une nouvelle vie vous attend !

Plage, détente et nautisme à portée de main

Des trajets domicile-travail
parmi les plus courts en France

Le Havre,
La nature en ville



WWW.BE-LEHAVRE.COM

L'ouverture et la visibilité à l'international sont devenues un enjeu important dans les régions, qu'il s'agisse d'attirer des investisseurs et des entreprises étrangères, de développer la notoriété et l'attractivité des territoires, ou encore de stimuler le développement à l'export des PME et ETI régionales... Dans le prolongement de son workshop « Territoires et International » organisé le 29 mars 2016, Parcours France s'est porté à la rencontre d'acteurs régionaux dotés d'une stratégie originale et offensive à l'international !



COMPTE-RENDU DU 2^E WORKSHOP « TERRITOIRES ET INTERNATIONALE » ORGANISÉ PAR PARCOURS FRANCE LE 29 MARS

¶ Pour la deuxième année consécutive, Parcours France organisait le Workshop Territoires et Internationale à l'hôtel Pullman Bercy le 29 mars dernier... Destiné à rapprocher décideurs économiques des territoires et représentants étrangers en France, cette seconde édition a réuni 80 participants, français et représentants internationaux. Sous la forme d'une convention d'affaires, 248 rendez-vous de 20 minutes ont été organisés tout au long de la journée, ponctués de pauses et moments conviviaux pour prolonger ces contacts... Un format efficace et dynamique, qui permet d'aller à l'essentiel et d'imaginer des pistes de collaboration.

L'objectif de ces rencontres, au delà de la prise de contact, est de faciliter des partenariats – notamment de présenter les filières phares, d'organiser des événements, de mettre en place des jumelages, d'accompagner le développement international des entreprises ou encore d'inviter des délégations étrangères. En ouverture de cette journée, quelques initiatives et pistes de partenariat ont été présentées par Antoine Colson, co-fondateur de Parcours France.

La Fédération Française de la Franchise, représentée par Rose-Marie Moins, était également l'invité d'honneur de cette conférence inaugurale. L'occasion de souligner l'importance de la franchise, le développement de réseaux étrangers en France et... de franchises françaises à l'international !

Une journée réussie à en croire les participants ! Rendez-vous au printemps 2017 pour la prochaine édition.

Entre temps, Parcours France accompagne directement les représentants internationaux qui recherchent des contacts ou des interlocuteurs dans les territoires.

PARMI LES PARTICIPANTS À CET ÉVÈNEMENT :

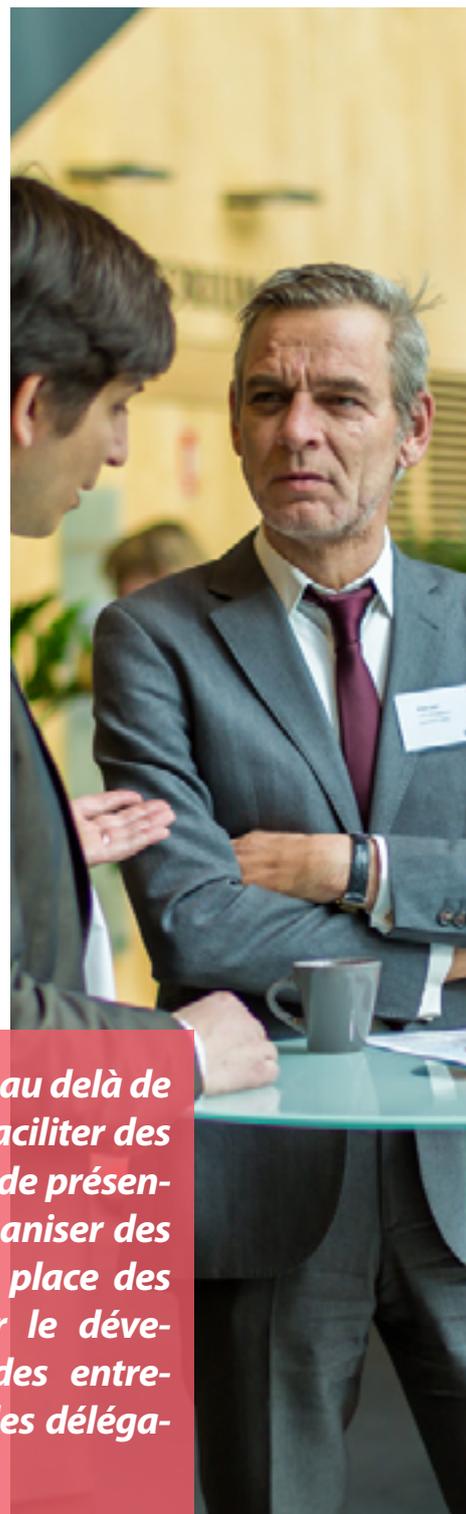
• Représentations Françaises :

Invest in Toulouse, l'AGEME, Invest in Pau Pyrénées, l'Agglomération Hénin-Carvin, ECO47, l'Agence de Développement Economique de l'Indre, Châteauroux Métropole, Calais Promotion, Metz Métropole Développement, OpenNîmes, Saint Etienne Métropole, Châlons-en-Champagne, Béziers Agglomération, Bourges Plus, le Grand Poitiers, Caux Seine Développement...

• Représentations Internationales :

l'Ambassade des USA, la Chambre de Commerce Franco-Américaine de Houston, l'Ambassade d'Estonie, de Lituanie, de Luxembourg, du Canada, du Brésil, de Pologne, de Slovénie, la Chambre de Commerce Franco-Allemande, Catalonia Trade & Investment, Enterprise Ireland, Pro Colombia, Pro Chile, Taiwan, Invest in Québec et la Délégation Générale du Québec en France, l'Agence de Promotion Economique de la Flandre, l'Agence de Promotion des Investissements en Turquie, la Chambre de Commerce Franco-Arabe, l'Ambassade du Vietnam, Thailand Board of Investment et une délégation de l'Indian Importers Chamber of Commerce appuyée par l'Ambassade d'Inde en France !

L'objectif de ces rencontres, au delà de la prise de contact, est de faciliter des partenariats – notamment de présenter les filières phares, d'organiser des événements, de mettre en place des jumelages, d'accompagner le développement international des entreprises ou encore d'inviter des délégations étrangères.





STRASBOURG, L'HUMANISME QUI S'EXPORTE

¶ Dès le mois de septembre 2016, les jeunes strasbourgeois, âgés de 18 à 30 ans, pourront s'engager dans des missions de volontariat à l'international, au sein de villes membres du Club de Strasbourg : Stuttgart (Allemagne), Kiev (Ukraine), Kutaisi (Géorgie), Varna (Bulgarie), Rovereto (Italie), Fès (Maroc). Ce dispositif s'inscrit dans le cadre d'un appel à projets lancé par le Ministère des affaires étrangères, intitulé « Mobilité internationale des jeunes 2015-2016 ». Strasbourg fait partie des 11 collectivités sélectionnées pour ce programme, qui poursuit plusieurs objectifs : doter de jeunes français d'une expérience qualifiante à l'étranger; offrir une mobilité à des profils pour lesquels l'international n'est pas une perspective « naturelle »; renforcer les projets de coopération décentralisée. La ville de Strasbourg propose à ses jeunes citoyens différents types de missions, d'une durée totale de 9 mois, qui commenceront le 1^{er} septembre 2016 et s'achèveront le 31 mai 2017. Les candidats sélectionnés pourront par exemple, à Stuttgart, participer à l'organisation d'un congrès réunissant les jeunes issus des dix villes jumelles de la métropole allemande. À Kutaisi, en Géorgie, ils seront invités à déployer des actions de sensibilisation relatives au projet « Youth for Europe ». Et à Rovereto, en Italie, ils contribueront au renforcement du dispositif d'accueil des réfugiés mis en place par la municipalité. Une initiative prise dans le cadre du réseau de villes solidaires, lancé en octobre 2015 à l'initiative de Strasbourg, Rovereto et Catane. « Ce réseau nous permet de mieux coordonner nos actions en faveur des réfugiés, notamment en matière de logement, d'éducation et de soins », explique Nawel Rafik-Elmrini, Adjointe au maire de Strasbourg, en charge des affaires européennes et internationales.

Dans le même temps, entre septembre 2016 et mai 2017, la Ville de Strasbourg accueillera au sein de son administration

À travers « Strasbourg Eco 2030 », la Ville et la Communauté Urbaine de Strasbourg se sont dotées d'une stratégie économique d'envergure pour renforcer leur attractivité face aux principales villes concurrentes en France et en Europe.

des jeunes volontaires issus des communes partenaires, en charge de missions dans les domaines de l'éducation, de la vie étudiante, du rayonnement européen et des transports.

Le programme de volontariat européen des jeunes citoyens, développé par la ville de Strasbourg, s'inscrit ainsi dans une démarche de solidarité inter-cités, à un moment où l'Europe échoue à élaborer des solutions communes face aux graves défis qui se présentent à elle, à commencer par l'afflux de réfugiés en provenance des pays dévastés par la guerre et le terrorisme.

À travers « Strasbourg Eco 2030 », la Ville et la Communauté Urbaine de Strasbourg se sont dotées d'une stratégie économique d'envergure pour renforcer leur attractivité face aux principales villes concurrentes en France et en Europe.

Plus largement, cette action prend place au sein d'une politique de rayonnement à l'international, visant à renforcer le positionnement de Strasbourg en tant que capitale européenne, exerçant à la fois une autorité morale et économique. « Strasbourg s'affiche, avec la présence du Conseil de l'Europe, du Parlement européen, de la Cour européenne des Droits de l'Homme, du Médiateur européen, de l'Eurocorps et de nombreux organismes de coopération





internationale, comme la ville de la paix, de la démocratie, des Droits de l'Homme et du « dialogue » entre les cultures, entre les peuples, entre les citoyens », indique le document d'orientations stratégiques européennes et internationales de la métropole rhénane. Plus précisément, Strasbourg articule sa stratégie internationale autour de 4 axes :

- Construire l'intercommunalité transfrontalière à partir de l'Eurodistrict, expérimentation unique dans le Rhin Supérieur et à l'échelle européenne

- Renforcer le positionnement de Strasbourg comme capitale politique et démocratique de l'Europe

- Partager les savoir-faire de Strasbourg en Europe et dans le monde en poursuivant et en valorisant les échanges avec les villes partenaires et jumelles, en développant de nouvelles coopérations avec d'autres villes d'Europe et d'Asie et en s'impliquant davantage dans les réseaux de villes et métropoles européennes

- Associer les citoyens et l'ensemble des résidents étrangers et transfrontaliers à l'engagement européen et international de Strasbourg

À l'heure où la grande majorité des métropoles, comme des pays, font du commercial et de l'économique l'alpha et l'oméga de leur politique étrangère, Strasbourg se distingue ainsi par l'affirmation d'un magistère éthique au cœur de son attractivité. Le développement économique de la ville, formalisé dans les programmes Eco Strasbourg 2020 puis Eco Strasbourg 2030, se conçoit comme un cercle vertueux, indissociable de la lutte contre les inégalités et de la préservation de l'environnement. « C'est en restant fidèle à son histoire, à ses valeurs et en assumant avec force son statut de ville capitale, tout en faisant preuve d'innovation et de créativité dans ses relations européennes et internationales, que Strasbourg se repositionnera comme une ville pionnière résolument tournée vers l'avenir », conclut le document d'orientation stratégique de la Ville.

ANGOULÊME S'ILLUSTRE AU MEXIQUE

Depuis 2012, le Grand Angoulême et Zapopan, commune d'un million d'habitants jouxtant Guadalajara, au Mexique, développent une coopération nourrie dans les domaines de l'image et du multimédia, avec le soutien du Ministère français des

Au travers de son partenariat avec Zapopan, le Grand Angoulême fait connaître ses expertises et ses technologies, propulse les entreprises régionales sur un marché mexicain de la création numérique extrêmement dynamique.

affaires étrangères et de l'Agence Mexicaine de Coopération Internationale pour le Développement. Au sein du projet de « Ville créative numérique », mis en œuvre par la mégalopole de Guadalajara, Zapopan est en passe de devenir le premier pôle latino-américain en matière d'animation. De son côté Angoulême est aujourd'hui le second pôle de production d'images animées en France et figure parmi les leaders européens en matière de création de contenus et de formation. Le territoire s'appuie notamment sur le Pôle Image Magelis, le Festival International de Bande Dessinée, 8 écoles de haut niveau et près de 1500 emplois dédiés. Aussi les deux agglomérations ont-elles beaucoup à échanger et à construire en commun. « La coopération inclut également toute la zone métropolitaine de Guadalajara et la ville de Chapala. Cet accord se base exclusivement sur les industries de l'image », précise Svjatoslav González Muñoz, directeur des affaires internationales de Zapopan.

Au cours des trois dernières années, Angoulême et Zapopan ont notamment suscité de nombreuses coopérations in-





ter-entreprises. La française Polm Studio et la mexicaine One Simple Idea ont ainsi créé ensemble deux jeux pour smartphone, tandis que Metacube (Zapopan) a fait appel aux technologies des angoumoises SolidAnim (motion capture) et Game Audio Factory (effets sonores) pour réaliser un film d'animation, *Día de Muertos*.

Les deux métropoles ont également procédé à des échanges académiques entre équipes pédagogiques et étudiants de leurs grandes écoles spécialisées dans le multimédia, l'image et l'animation, à commencer par l'ENJMIN et l'EMCA pour Angoulême, et du côté de Zapopan/Guadalajara l'école 3DMX, l'Université Panaméricaine ou encore l'Universidad Tecnológica de Jalisco.

Le duo franco-mexicain a enfin multiplié les résidences croisées d'artistes et les manifestations itinérantes, comme les expositions de BD à succès « Sang pour sang » et « El gusto del trazo ».

Au travers de son partenariat avec Zapopan, le Grand Angoulême fait connaître ses expertises et ses technologies, propulse les entreprises régionales sur un marché mexicain de la création numérique extrêmement dynamique et foisonnant, porte d'entrée vers l'Amérique latine et carrefour d'échanges avec les États-Unis

À partir de 2015, ces échanges se sont accélérés, dans le cadre d'une structure coopérative renforcée. En octobre dernier, Angoulême et Zapopan ont ainsi lancé la première édition d'un appel à projets collaboratifs impliquant des entreprises françaises et mexicaines. Lauréat de ce concours : un consortium regroupant SolidAnim, Game Audio Factory et Cosmogonia, un studio de Zapopan spécialisé dans la réalité virtuelle et la création de jeux vidéo. Les trois partenaires vont unir leurs expertises et leurs technologies pour créer un démonstrateur d'expérience interactive immersive en réalité augmentée. Un peu plus tôt dans l'année, en janvier 2015, le Grand Angoulême, l'Ambassade de France

au Mexique et la Maison des Auteurs / CIBDI avaient accueilli une délégation d'auteurs et d'éditeurs mexicains au 42^e Festival international de la BD d'Angoulême. Et les deux métropoles ont encore de nombreux projets dans les cartons : rapprochement de la Foire Internationale du Livre de Guadalajara et du Festival de BD d'Angoulême, appel à candidatures pour l'accueil en entreprises d'étudiants ou de jeunes professionnels des deux pays, amplification des résidences croisées d'artistes... Avec cette alliance, le Grand Angoulême fait connaître ses expertises et ses technologies, propulse les entreprises régionales sur un marché mexicain de la création numérique extrêmement dynamique et foisonnant, porte d'entrée vers l'Amérique latine et carrefour d'échanges avec les États-Unis Le territoire consolide ainsi son positionnement et son image dans les domaines du multimédia, de l'animation et du jeu vidéo, ouvre des perspectives à ses start-up et PME, renforce l'attractivité de son offre culturelle et formative. Convaincus par les résultats de cette première internationalisation, les dirigeants du Grand Angoulême envisagent aujourd'hui une coopération avec un pôle d'industrie culturelle et créative sur chaque continent. L'image « made in Angoulême » n'a pas fini de se montrer sur la scène internationale.

Quand Drone Volt, spécialiste français des drones civils, nous a proposé d'ouvrir sa filiale au Québec, nous avons accepté, après avoir soigneusement étudié le marché canadien, qui présente un immense potentiel.

DEUX PME RÉGIONALES PARTIES S'IMPLANTER AU QUÉBEC

INTERVIEW DE CHRISTELLE BOZZER ET MICHAEL GISSELERE



INTERVIEW
MICHAEL
GISSELERE

co-gérant de
Freeway Drone,
société spécialisée
dans les prises de vue
aériennes

Au Canada, le marché du drone est encore à inventer.

Racontez-nous votre parcours...

Michael Gisselere – Christelle Bozzer et moi-même dirigeons une société de production, Freeway Drone, spécialisée dans la réalisation d'images aériennes. Nous avons été les premiers à utiliser le drone civil pour des prises de vue aériennes. Pour la 4^e année consécutive, nous produisons les images « vues du ciel » du Tour de France cycliste. Nous travaillons aussi pour l'émission « Des Racines et des Ailes » et sommes souvent appelés pour des missions complexes comme la prise de vues aériennes du Palais de l'Élysée, du Grand Palais, de l'Opéra Garnier... ou encore de l'Antarctique. Nous étions tentés depuis

longtemps par une installation au Canada. Quand Drone Volt, spécialiste français des drones civils, nous a proposé d'ouvrir sa filiale au Québec, nous avons accepté, après avoir soigneusement étudié le marché cana-



DOSSIER
DU MOIS

LES TERRITOIRES À LA CONQUÊTE DE L'INTERNATIONAL !

développer les activités de Drone Volt. Parallèlement, nous poursuivons le développement en France de notre société, Freeway Drone, ce qui requiert beaucoup d'organisation...et encore plus de délégation.

Quelle est votre stratégie sur le marché canadien ?

Christelle Bozzer – Dans un premier temps, nous développons la vente de drones civils sur les créneaux que nous avons identifiés comme les plus porteurs : sécurité, surveillance et agriculture. Drone Volt conçoit et fabrique des aéronefs professionnels dédiés à un type d'usage ou de mission, qui peuvent ensuite être adaptés sur-mesure à la demande du client. Par exemple, nous avons fabriqué un drone capable de voler 48 heures non stop, équipé d'une caméra thermique et d'un zoom 30 fois, qui peut aller chercher de l'information, en mode furtif, à plus de 2 km. Pour concevoir des produits à la pointe du marché, la société investit beaucoup dans la R&D et conduit des projets avec des partenaires académiques comme l'université de Montréal Polytechnique. Sur le plan commercial, nous avons mis en place, sur 700 m², le plus grand showroom du Québec, qui présente plus de 25 modèles de drones, parmi les plus évolués du marché.

Quels sont les projets de Drone Volt à l'international ?

C. B. – Récemment cotée en bourse, Drone Volt a ouvert ses premières filiales en Scandinavie, puis au Canada. Elle prépare aujourd'hui des ouvertures aux États-Unis, en Espagne, en Italie et en Belgique.

Avez-vous bénéficié de soutiens et d'accompagnements pour votre implantation au Canada ?

M. G. – Oui, Investissement Québec nous accompagne dans la recherche de financements et d'investisseurs potentiels. Et Laval Technopole nous soutient dans cette même quête, ainsi que dans la constitution d'un premier réseau, la réalisation des démarches administratives et fiscales, jusqu'aux aspects plus personnels comme la recherche d'une maison. Des appuis précieux pour nous qui

sommes partagés entre le management d'une entreprise en France et le développement d'une « start-up » au Canada !

INTERVIEW DE NATHALIE NOWAK



INTERVIEW NATHALIE NOWAK

co-fondatrice de la
société de conseil
ImFusio

Pourriez-vous nous présenter ImFusio ?

Nathalie Nowak - ImFusio est une société de conseil spécialisée dans la transformation culturelle des entreprises, dans le développement d'une démarche d'innovation collaborative. Nous sommes implantés dans 3 pays, avec des bureaux à Paris, Barcelone et Montréal. ImFusio intervient pour de grands clients comme Ibis, Engie, O2 ou encore les SCOP, et dans la distribution pour Leroy Merlin, Auchan, Happychic. Nous avons élaboré un modèle de transformation des entreprises, « Labo-Proto-Transfo »®, appuyé sur un outil de mesure de la transformation managériale, SOMetrics®. ImFusio a également lancé, en France et au Canada, un mouvement réunissant plusieurs centaines de professionnels, promoteurs d'une économie du mieux : les « corporate hackers ».

Nous travaillons depuis 8 ans avec des partenaires au Canada, et l'Amérique du Nord nous paraissait un territoire très propice au développement de projets et de pratiques d'innovation collaborative.

Pourquoi vous implanter au Canada ?

Nous travaillons depuis 8 ans avec des partenaires au Canada, et l'Amérique du Nord nous paraissait un territoire très pro-





DOSSIER
DU MOIS

LES TERRITOIRES À LA CONQUÊTE DE L'INTERNATIONAL !

pice au développement de projets et de pratiques d'innovation collaborative. Montréal appartenant au réseau UNESCO des villes créatives et se dotant de démarches de participation citoyenne, nous avons ouvert un bureau dans cette ville. Nous avons réalisé l'une de nos premières missions pour Espace pour la Vie, l'entreprise en charge du jardin botanique, du planétarium, de l'insectarium et du Biodôme de la ville. L'objectif, aujourd'hui, c'est de consolider nos mandats en cours au sein d'entreprises privées et publiques, avant d'élargir notre clientèle et notre réseau de consultants locaux.

Quels sont, à vos yeux, les facteurs clés pour réussir son implantation à l'étranger ?

Un facteur facilitant, c'est de pouvoir s'appuyer sur des partenaires locaux, qui vous ouvrent des portes et vous aident à décrypter le marché. Il faut aussi créer rapidement du lien, bâtir un réseau. À mon arrivée, j'ai voulu me fondre totalement dans le paysage, intégrer tous les codes culturels locaux, en ne fréquentant que les réseaux québécois. J'ai depuis élargi mes relations et mes rencontres aux cercles franco-canadiens et européens. Vous pouvez d'autant mieux aller vers les autres que vous conservez votre identité et vos attaches.

Avez-vous bénéficié de soutiens et d'accompagnements pour votre implantation au Canada ?

La Coface nous a accordé une aide à l'installation – une avance remboursable au bout de 3 ans en cas de succès – très précieuse et sécurisante pour une PME. J'ai aussi été soutenue par Patrice Hidalgo, Délégué Investissements à l'Ambassade du Canada en France, qui s'est investi sans compter pour faciliter les démarches administratives, les permis de travail, nous mettre en contact avec des partenaires et des investisseurs potentiels au Québec, répondre à toutes nos questions... Au delà des structures et des dispositifs, c'est souvent l'engagement des personnes qui détermine la réussite d'une aventure.

LA STRATÉGIE D'ATTRACTIVITÉ INTERNATIONALE « SO TOULOUSE »



INTERVIEW
SYLVIE
ROUILLON
VALDIGUIÉ

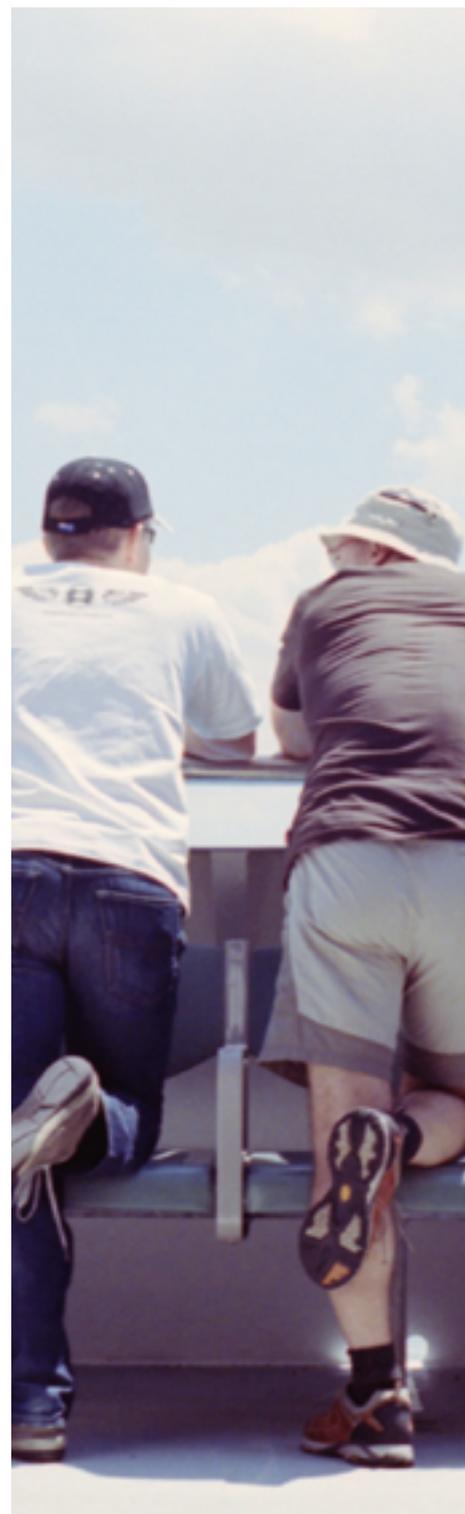
Adjointe au Maire en charge de la politique touristique, vice-présidente de Toulouse Métropole et présidente de So Toulouse

Comment est née l'Agence d'Attractivité de Toulouse Métropole ?

Sylvie Rouillon Valdiguié – Il s'agit d'un projet qui a fait l'objet, dès 2014, d'une réflexion approfondie. Nous souhaitons regrouper trois structures opérationnelles dans une même entité à travers une gouvernance unique.

Les trois structures sont l'Office de Tourisme de Toulouse qui existe depuis de nombreuses décennies, la SEM So Toulouse Convention Bureau qui gère le tourisme d'affaires : congrès, salons... et enfin, l'Agence de développement économique de la métropole toulousaine, « Invest In Toulouse ».

Avec la loi NOTRe sur la nouvelle organisation territoriale, le tourisme est devenu une compétence métropolitaine et s'inscrit aujourd'hui résolument dans le cadre du développement économique. Nous avons élaboré un projet que nous avons soumis à Jean-Luc Moudenc, Président de Toulouse Métropole et Maire de Toulouse. Dans un souci d'efficacité et de lisibilité, nous voulons proposer une agence globale d'attractivité de la Métropole toulousaine avec la mise en œuvre d'une politique cohérente de promotion autour de 2 axes : le tourisme au sens large et l'économie. Pour faire la promotion de la destination auprès des touristes et des acteurs économiques, l'objectif est de mettre en avant les atouts de notre destination et faciliter les conditions d'accueil sur notre territoire métropolitain.





Au regard des éléments techniques et juridiques, il y avait plusieurs options pour créer cette Agence d'Attractivité qui est unique en France. Jean Luc Moudenc a pris la décision de regrouper dans la SEM les 3 entités. Il a fait cette annonce lors d'une conférence de presse le 16 février au cours de laquelle il a rappelé que cette Agence permettra la mise en œuvre d'une politique lisible et cohérente de promotion de la Métropole toulousaine.

Notre champ stratégique est positionné sur Toulouse, Ville des Sciences et de l'Innovation.

Il s'agit donc d'une SEM avec un conseil d'administration et une gouvernance autour d'un Président, Jean Luc Moudenc et de trois Vice-Présidents. Le Conseil d'Administration pourra s'appuyer sur l'expertise et les conseils de plusieurs entités : un comité d'orientation stratégique et des comités métier. Les 3 structures sont en cours de regroupement et un Directeur Général, Hubert Calmette, est arrivé le 1^{er} avril.

Quel est le rôle, quels sont les moyens de cette nouvelle agence ?

Avec plus de 50 salariés, l'Agence dispose d'un budget qui s'élève à environ 5 millions d'euros. Il existe des fonctions support (administration, communication...) pour l'ensemble de l'Agence.

Quelle est la stratégie de l'Agence ? Les projets déjà lancés ?

Au niveau de la Métropole toulousaine, il existe un schéma de développement économique avec de nombreux projets, dont un schéma directeur du tourisme et une réflexion avancée dans le tourisme d'affaire, notamment avec Marc Doncieux, sur la commercialisation du nouveau Parc des Expositions.

Le plan stratégique de l'Agence d'Attractivité sera présenté à la rentrée de septembre.

Il sera nourri par de nombreuses études et réflexions dans les domaines de l'économie et du tourisme, avec l'aide notamment du cabinet Pro Tourisme.

Quelle approche développez-vous pour identifier et attirer des investisseurs étrangers ?

Notre champ stratégique est positionné sur Toulouse, Ville des Sciences et de l'Innovation. Nous sommes spécialisés dans l'aéronautique, l'espace, l'innovation, le numérique et la médecine. Nous avons une identité

liée à l'aéronautique avec le pôle de compétitivité. L'Agence travaille en priorité sur ces domaines, que ce soit pour le développement

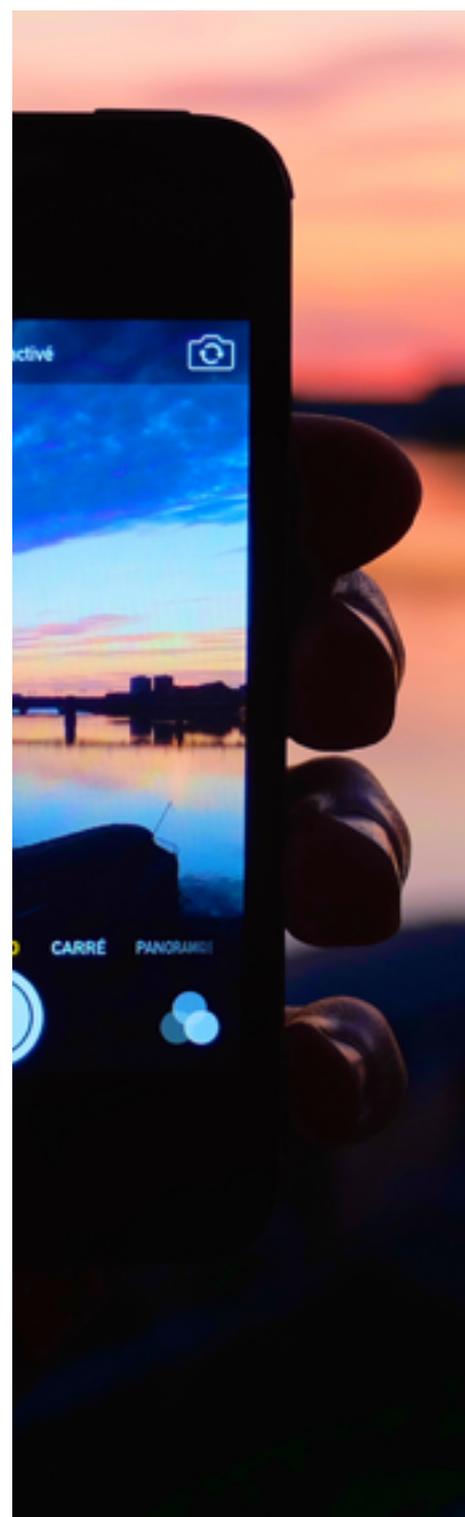
économique ou le tourisme d'affaire. Nous travaillons également dans le secteur de la santé, au sens le plus large.

Toulouse organise, notamment dans le domaine de l'innovation technologique, de nombreuses manifestations.

Pour preuve, la 1^{ère} édition européenne à Toulouse en 2015 d'EmTech France qui est aujourd'hui, avec la présence de 500 innovateurs, investisseurs et entrepreneurs, la plus importante conférence internationale sur les technologies émergentes.

Par ailleurs, dans le cadre de la candidature de la France à l'organisation de l'exposition universelle en 2025, Toulouse « Ville des Sciences de l'Aéronautique et de l'Espace » a fait acte de candidature au titre de la participation des grandes Métropoles.

L'Agence travaille également sur l'émergence de plusieurs filières, comme celle des films animés.



ZOOM
RÉGION

LA NOUVELLE DYNAMIQUE NORMANDE

« *La Normandie réunifiée, depuis le 1^{er} janvier 2016, compte 5 départements et 3,3 millions d'habitants. Elle devient la 5e région française pour son poids économique (avec un PIB moyen par habitant de 25 900 euros, et l'endettement le plus faible du pays), la première région portuaire et l'une des premières façades maritimes européennes. Elle est aussi la 5e région la plus jeune de France, avec 31 % de la population âgée de moins de 25 ans. Selon une étude récente de l'Institut Montaigne, la nouveau territoire, résultat d'une fusion évidente – la Normandie a été scindée en 1956 – appuyé sur une complémentarité entre Basse-Normandie à dominante agricole et Haute-Normandie doté d'industries de pointe, constituera l'une des régions les plus dynamiques de France.* »

RÉINVENTER LA SEINE

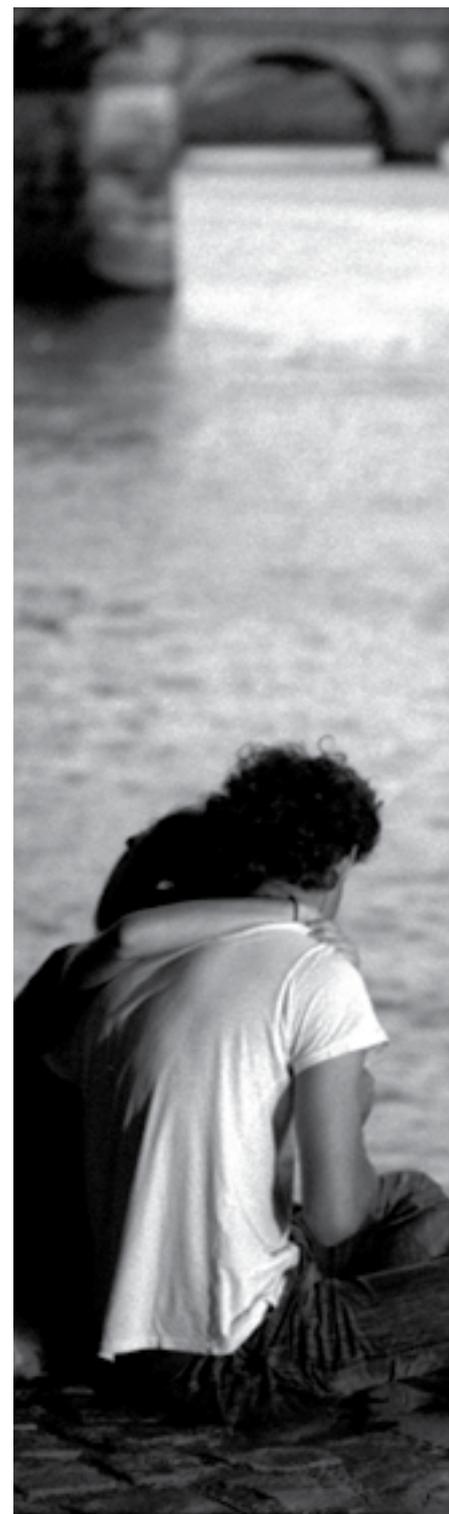
¶ En mars 2016, la Ville de Paris, la Métropole de Rouen-Normandie, la Communauté de l'Agglomération Havraise et le GIE des ports Haropa se sont associés au sein de l'appel à projets innovants « Réinventer la Seine », construit sur le modèle de « Réinventer

Paris ». Rejoins dans cette démarche par différentes collectivités et acteurs de l'Axe Seine, les partenaires proposent aux porteurs de projets une quarantaine de sites, disposés tout au long de la Seine et des canaux adjacents, à occuper, animer, louer ou acheter pour la mise en œuvre d'initiatives innovantes. Architectes, urbanistes, entrepreneurs, start-ups, artistes... Les acteurs intéressés sont invités à inventer de nouvelles façons de vivre et de travailler sur et au bord de l'eau. « Depuis plusieurs années, la Vallée de la Seine fait l'objet de nombreux travaux conduits à l'initiative de l'État, des collectivités territoriales et des acteurs socio-économiques. Ces réflexions ont permis d'identifier des leviers de développement, de définir des priorités et de structurer les forces en présence, avec notamment la création de HAROPA – groupement rassemblant les ports du Havre, de Rouen et de Paris – et le rapprochement des CCI au sein de l'association Paris Seine Normandie. Il faut maintenant inscrire la Vallée dans le cadre de vie des habitants, penser son aménagement et son développement à une échelle nouvelle », explique François Philizot, Délégué Interministériel au développement de la Vallée de la Seine.

L'appel à projets innovants répond ainsi à plusieurs enjeux :

- Inventer de nouveaux usages pour connecter les citoyens au fleuve : séjourner, travailler, s'amuser, se dépenser sur et au bord de l'eau
- Inventer de nouveaux types de bâtiments adaptés aux particularités et aux risques du fleuve (structures flottantes, pilotis...)
- Repenser les activités économiques et logistiques du fleuve
- Renforcer l'attractivité

« *Cet appel commun à l'innovation s'adresse à l'intelligence collective des architectes, des urbanistes, des acteurs économiques et culturels, mais aussi de tous ceux qui souhaitent faire vivre le fleuve et ses abords* » – Anne Hidalgo (Maire de Paris), Frédéric Sanchez (Président de la Métropole Rouen Normandie) et Édouard Philippe (Maire du Havre)





ZOOM
RÉGION

LA NOUVELLE DYNAMIQUE NORMANDE

du fleuve via des nouveaux types de commerce (marchés flottants, magasins éphémères...) et des événements culturels, artistiques, sportifs

- Préserver et mettre en valeur les fonctions écologiques et paysagères du fleuve
- Ouvrir les ports sur la ville
- Mieux connecter les différents territoires de l'axe Seine grâce à des projets multi-sites et de nouveaux modes de transport des personnes et des marchandises.

« Cet appel commun à l'innovation s'adresse à l'intelligence collective des architectes, des urbanistes, des acteurs économiques et culturels, mais aussi de tous ceux qui souhaitent faire vivre le fleuve et ses abords. Les projets proposés sont très divers, allant de l'occupation d'un tunnel à la création d'anneaux dans un port, de la reconversion d'une passerelle à la transformation d'anciens sites industriels », expliquent Anne Hidalgo (Maire de Paris), Frédéric Sanchez (Président de la Métropole Rouen Normandie) et Édouard Philippe (Maire du Havre), dans une tribune commune. »

De fait, l'éventail des sites proposés à la reprise est très large : île, lac, port de plaisance, chai à vin, église et chapelle, belvédère, stade nautique, usine désaffectée... Les projets présentés devront se fonder sur quatre grands principes : innovation dans le rapport à la Seine, aux canaux et de manière plus large à l'eau ; mixité des usages pour éviter la spécialisation et le cloisonnement excessif des fonctions en bord de Seine; ouverture au public; excellence environnementale et sociale, conformément au Plan Climat énergie territorial. Les candidats sélectionnés bénéficieront d'une mise à disposition du site, suivant des modalités (convention, amodiation, bail, cession...) à définir en fonction du projet et de la situation juridique du bien. Avec ce premier appel à projets innovants, qui sera déployé entre mai 2016 et fin 2017, les partenaires de l'axe Seine entendent entretenir une dynamique issue de la réunification des deux Normandie, grâce à la mise

en place d'une coopération renforcée entre les collectivités de la nouvelle Région et de la capitale, ainsi qu'à une mobilisation large des investisseurs et porteurs de projets. La distribution géographique des sites proposés – tout au long de la Seine, de Paris au Havre – dessinent également l'espoir d'une Seine harmonieuse, sinon unifiée, où s'instaurerait une relation équilibrée entre la mégapole parisienne et les territoires normands.

DES ATOUTS DANS LA MANCHE

Les collectivités du territoire comptent bien valoriser ce capital de départ et s'engagent au sein d'une stratégie collaborative ambitieuse. Ancien ministre, président du Conseil départemental de la Manche depuis janvier 2016, Philippe Bas répond aux questions de Parcours France sur les atouts et les projets de son département.



INTERVIEW PHILIPPE BAS

Président du Conseil départemental de la Manche depuis janvier 2016

Quelles ont été vos premières décisions, vos premières mesures ?

Philippe Bas – Tout d'abord, nous voulions fixer le cadre général de notre action. Nous souhaitons maintenir un haut niveau d'investissement sans augmenter les impôts, faire des économies, éviter tout endettement supplémentaire.

Nous nous sommes tournés vers le renforcement des services de proximité en nous rapprochant des intercommunalités et des communes, par une politique très active de contrats de territoire.

Nous avons très vite travaillé aussi sur l'activité et l'emploi, d'abord pour soutenir l'agriculture : politique pour l'installation




**ZOOM
RÉGION**

LA NOUVELLE DYNAMIQUE NORMANDE

des jeunes agriculteurs, aide à la formation et au conseil pour améliorer la performance de nos exploitations. Pour les artisans, c'est l'extension de l'aide à la trésorerie que nous apportons aux petites entreprises.

Quels sont à vos yeux les principaux atouts du département ?

Nous sommes un département agricole qui a la chance d'avoir sur place à la fois la première production laitière de France et en même temps, une industrie puissante de transformation, qui permet une intégration de la filière et qui offre, pour l'avenir une situation unique en France.

Nous sommes aussi une terre d'innovation avec une très forte avance sur le développement du haut débit et du très haut débit. Nos collègues sont fibrés. Nous sommes un département pionnier pour le numérique. Nous développons aussi les énergies marines renouvelables. Nous avons investi avec la Région 100 millions d'euros sur le port de Cherbourg pour accueillir des unités de fabrication d'éoliennes et d'hydroliennes en mer. Nous sommes, enfin, le 28^e département touristique de France avec le Mont Saint Michel et les plages du débarquement. Nous devons mieux exploiter le formidable potentiel d'être le deuxième département français pour la longueur du littoral avec des espaces naturels de caractère trop peu connus.

Et nous avons la caractéristique d'avoir une très bonne qualité de la vie et des services de très bon niveau, avec une grande diversité d'activités sportives, culturelles et de loisirs.

Quels sont vos projets, vos axes d'investissement pour le développement économique de la Manche ?

En investissant dans les énergies marines renouvelables, nous faisons de la Manche un pôle national de la transition énergétique, à côté du nucléaire qui est aussi l'un de nos atouts majeurs.

Le deuxième pôle d'investissement est le numérique : d'ici 2029, tous les foyers seront reliés au très haut débit. Nous voulons maintenir la collectivité à l'avant-poste, dans un

département rural qui a pris de l'avance dans le désenclavement numérique, où l'on peut travailler avec le monde entier en profitant d'une qualité de vie exceptionnelle.

La troisième série d'investissements concerne les contrats de territoire et l'équilibre de la vie rurale. Nous travaillons à la qualité des équipements et services pour une ruralité d'avenir. Ces avantages sont de plus en plus recherchés dans un monde où la majorité de la population est urbaine. Désormais, les gens veulent les mêmes services à la ville qu'à la campagne. Par pragmatisme et réalisme nous devons les offrir.

Que vous apporte le regroupement des deux Normandie ?

Ce regroupement nous permet de former avec les départements de la région et la région elle-même une sorte de fédération normande. Nous allons définir ensemble les priorités d'investissement public. Nous partageons avec la région les mêmes priorités politiques. La région est une collectivité spécialisée, avec comme compétence-phare le développement économique et la formation. Nous avons les services à la population et la solidarité sociale et territoriale, avec un lien fort avec les communes et les intercommunalités. Nous nous complétons.

En investissant dans les énergies marines renouvelables, nous faisons de la Manche un pôle national de la transition énergétique, à côté du nucléaire qui est aussi l'un de nos atouts majeurs.

Quel sont les dispositifs déployés pour attirer sur le territoire de nouveaux habitants / professionnels / porteurs de projets ? Quels sont les besoins spécifiques du département en la matière ?

Nous travaillons sur tout ce qui renforce l'image et l'attractivité du territoire pour renforcer l'avenir économique et créer de l'emploi.

Nous concentrons notre travail sur la qualité de vie, la santé, le numérique et des entreprises de pointe. Nous voulons renforcer ces points pour que les entreprises trouvent les cadres et les personnels qualifiés dont elles ont besoin. La création d'emploi est notre priorité stratégique.

A quoi jugerez-vous une présidence de Conseil départemental réussie ?

Ce sera aux habitants d'en juger ! Elle sera réussie si nous parvenons à donner de bonnes raisons à la population de s'identifier à son territoire, et si nous faisons en sorte que personne ne soit laissé pour compte. Elle sera également réussie si notre dynamisme est reconnu, en faisant en sorte que de nouvelles familles se fixent dans le département de la Manche, avec un potentiel économique développé et créateurs d'emplois nombreux. Il faut enfin que les services à la population qui sont assurés au niveau local puissent être fortement soutenus par le Département.





ZOOM
RÉGION

LA NOUVELLE DYNAMIQUE NORMANDE

LA RÉGION EN CONQUÊTE

¶ Les collectivités du territoire comptent bien valoriser ce capital de départ et s'engagent au sein d'une stratégie collaborative ambitieuse. Première vice-présidente de la Région Normandie en charge du développement économique et du soutien aux entreprises, Sophie Gaugain répond aux questions de Parcours France sur les projets du territoire.



INTERVIEW SOPHIE GAUGAIN

Maire de Dozulé, Première vice-présidente de la Région Normandie, en charge du développement économique et du soutien aux entreprises

Quelles ont été vos premières décisions, vos premières mesures ?

Sophie Gaugain – Le travail accompli par la majorité sous l'impulsion d'Hervé Morin dans un contexte d'alternance et de fusion des deux régions depuis le début du mois de janvier est considérable. Nous avons pris à bras le corps des dossiers essentiels pour la Normandie et qui avaient jusqu'ici été traités à la marge. Pour le développement économique, puisque c'est ma délégation au Conseil Régional, c'est par exemple la création de l'Agence pour le Développement de la Normandie. Cette Agence a vocation à soutenir notre tissu économique avec un guichet unique à l'attention des entreprises. Elle sera accompagnée d'un fonds d'investissement régional, Normandie participations, doté de 14 millions d'euros au démarrage, pour atteindre dans trois ans 100 millions d'euros. L'AD Normandie et le fonds ont pour objectif de couvrir tous les fronts du financement des entreprises, de l'amorçage au retournement, et s'adresseront à toutes les entreprises normandes, même les plus modestes.

Nous avons également relancé les échanges avec les entreprises sur le volet export, essentiel quand on connaît le potentiel des sociétés normandes à l'international. Par ailleurs, le dossier du ferroviaire retrouve le rang de priorité, avec l'acquisition par l'Etat de trains neufs, mis en service à partir de 2019 sur les lignes Paris-Caen-Cherbourg et Paris-Rouen-Le Havre. En contrepartie, la Région Normandie s'est engagée à prendre en charge la gouvernance des lignes Intercités. On peut aussi citer la fusion des administrations régionales : alors qu'aucune démarche sérieuse n'avait été engagée pour préparer la fusion des deux anciennes administrations de Caen et de Rouen, un nouvel organigramme a été présenté aux agents dès la fin mars.

La nouvelle majorité a par ailleurs fait le choix de co-construire les nouvelles politiques régionales en y associant les acteurs concernés. Je pense notamment au Grenelle de l'apprentissage, avec le 2^e vice-président de la Région, David Margueritte, qui implique tous les acteurs du secteur autour d'un objectif simple : augmenter de 50% le nombre d'apprentis sur les 6 prochaines années. Je pense également à la co-construction d'une nouvelle politique agricole, avec Clotilde Eudier, qui fait l'objet de 10 ateliers réunissant toute la profession pour soutenir notre agriculture régionale et l'adapter aux nouvelles exigences. Enfin, Bertrand Deniaud a lancé le programme Lycée du futur, en partenariat avec parents, élèves, professeurs, chefs d'établissements, directeurs de MFR, chefs d'entreprises et centres de formation. L'objectif : permettre aux jeunes normands de se former dans les meilleures conditions et d'avoir toutes les clefs pour réussir. Dernier point : les premiers choix budgétaires de la nouvelle majorité sont placés sous le signe de l'investissement pour le



La priorité des priorités, c'est la création d'emploi et donc le développement économique. Pour cela, nous allons soutenir notre tissu économique et nos entreprises. La création de l'ADN va dans ce sens puisqu'elle sera le bras armé du développement de la Région.



ZOOM
RÉGION

LA NOUVELLE DYNAMIQUE NORMANDE

développement de la Normandie et de l'efficacité dès le premier euro dépensé. Alors que la Normandie souffrait d'un sous-investissement chronique depuis 15 ans, 48 M€ ont été investis depuis début janvier dans des projets structurants pour notre Région. Dans le même temps, au moins 22 millions d'euros d'économies ont été réalisées sur la mandature avec la suppression du magazine régional, l'arrêt des aides aux nouveaux contrats type emploi d'avenir et l'harmonisation des critères des bourses sanitaires et sociales.

Cette liste n'est pas exhaustive mais traduit bien notre volonté d'agir vite et fort pour notre Région.

Qu'apporte la réunification des deux Normandie ?

Tout d'abord, il faut dire que la réunification est une chance pour notre Région. Notre séparation, pendant plus de 60 ans, a malheureusement conduit à un sous-investissement chronique dans nos deux ex-régions. Ce sous-investissement ne nous a pas permis de peser dans la compétition exacerbée qui existe entre les territoires. Cette séparation ne nous a pas permis non plus de d'exporter la marque Normandie, pourtant connue et reconnue dans le monde entier.

La renaissance de la Normandie est donc un tournant historique pour notre territoire. Nous sommes en train d'écrire un nouveau chapitre de notre histoire en mettant en place de nouvelles politiques pour faire de la Normandie un territoire dynamique, compétitif et attractif.

Quels sont à vos yeux les principaux atouts de la nouvelle Normandie ? Ses faiblesses ?

La liste est longue. On peut citer parmi les atouts majeurs :

- Sa façade maritime : avec ses 600 km de côte, ses ports, sa pêche, ses futurs parcs éoliens offshore, la Région Normandie tire du secteur maritime une richesse incroyable.
- Son réseau universitaire et ses grandes écoles, marque d'excellence pour notre territoire.

- Son agriculture, qui occupe les 2/3 du territoire et emploie plus de 100 000 personnes dans les exploitations et la filière agroalimentaire.

- Son patrimoine culturel et architectural : la Normandie, c'est une culture, une histoire, des paysages et une identité uniques qui attirent chaque année de nombreux touristes.

- Sa situation au cœur de l'Europe et sa proximité avec Paris, atout incontestable en matière économique, pour peu que nous disposions de bonnes connexions avec la capitale.

C'est en effet notre grande faiblesse actuelle, outre le sous-investissement chronique qui a « plombé » notre compétitivité : le transport ferroviaire. Nous sommes reliés à Paris avec des trains des années soixante-dix qui sont en fin de vie et ne cessent de tomber en panne. Face à cette situation dégradée, inacceptable, nous avons saisi l'État qui s'est engagé à financer des trains neufs en échange d'une prise en charge pour la Région, comme je vous le disais, de la gouvernance des Intercités. Il nous faut aussi développer la culture du travail en réseau.

Quels sont vos projets, vos axes d'investissement pour le développement économique de la Région ?

J'ai à la fois la chance et la lourde responsabilité de m'occuper de cette politique au sein du Conseil Régional.

La priorité des priorités, Hervé Morin le rappelle souvent, c'est la création d'emploi et donc le développement économique. Pour cela, nous allons soutenir notre tissu économique et nos entreprises. La création de l'ADN va dans ce sens puisqu'elle sera le bras armé du développement de la Région. Dans le même temps, nous allons accompagner les filières stratégiques dans leur développement sous la forme de contrats d'objectifs portant sur la recherche, l'innovation, l'investissement, la formation et l'exportation. Par ailleurs, un territoire dynamique est un territoire où l'on investit. C'est pour cela que la Région a choisi d'investir

massivement dans tous les territoires aux côtés des villes, des agglomérations et des départements. Les besoins sont nombreux, notamment dans les territoires ruraux. L'objectif est donc de mettre en place des mécanismes de solidarité territoriale afin d'aider tous les territoires et davantage encore ceux qui en ont le plus besoin.

A quoi jugerez-vous une présidence réussie ?

Au bon respect de nos engagements pris auprès des électeurs. Je l'ai dit, le développement économique est notre priorité. Si nous réussissons à remettre la Normandie sur les rails, nous aurons réussi. Les premiers retours montrent que nous sommes sur la bonne voie. Notre détermination est totale et je suis certaine qu'à force de volonté et de détermination nous réussirons ce challenge.

